



LES FEMMES ELUES POUR LE DEVELOPPEMENT

Une session organisée par
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Commission permanente pour l'égalité des genres

En partenariat avec
la ville de Paris, la Commission Huairou, C40 et les Sections de CGLU



Le 6 décembre, la Maire de Paris et Présidente de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres, Anne Hidalgo, a accueilli l'événement « Les femmes élues pour le développement » à la mairie de Paris, dans le cadre du Conseil Mondial de CGLU et de la COP 21.

Cette session représentait une opportunité unique pour les femmes élues locales, les professionnels des gouvernements locaux et les associations de gouvernements locaux de **discuter du rôle que l'égalité des genres à l'échelle locale jouera dans la réalisation des principaux agendas de développement international et de durabilité au cours des années à venir.**

L'importance de l'égalité des genres et de la gouvernance locale pour le développement est de plus en plus reconnue par la communauté internationale depuis quelques années. En s'appuyant sur le succès de l'Objectif du millénaire pour le développement 3 sur

l'égalité des genres, l'**Agenda 2030** inclut un objectif spécifique sur le genre (ODD 5) et intègre également la perspective du genre dans nombre des 17 objectifs. En octobre 2016, **Habitat III** devra développer l'engagement pris à Istanbul en 2016 pour des villes sensibles à la question du genre et se pencher sur la mise en œuvre efficace de cette question dans un monde en pleine urbanisation. Enfin, tous les agendas doivent jouer un rôle afin de contribuer à l'objectif des 2 degrés à ne pas dépasser, tel que stipulé dans l'accord de Paris sur le **changement climatique**, et afin de donner aux femmes les capacités de réduire les effets de cette menace urgente et de s'y adapter.



L'égalité des genres : une priorité stratégique pour CGLU

Les gouvernements locaux et régionaux travaillent depuis longtemps à l'international pour l'égalité des genres, en portant une attention particulière à la représentation des femmes élues locales et à la promotion de la participation de toutes les femmes à la prise de décisions locales. Actuellement, **moins de 5% des maires dans le monde sont des femmes** et à peine 25% des conseillers municipaux sont des femmes.

« Nous ne pouvons pas exclure la moitié de l'humanité de la prise de décisions politiques. Nous savons que l'égalité peut apporter une réelle valeur ajoutée à notre politique de développement et nous sommes déterminées à faire évoluer les mentalités pour y parvenir. »

Anne Hidalgo, Maire de Paris

CGLU est reconnue comme la voix mondiale des femmes élues locales par les agences nationales et par l'ONU. La **Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres** assure le suivi et la promotion de la participation des femmes à l'échelle locale dans le monde entier. La Commission est fermement convaincue que la participation des femmes aux processus de prises de décisions locales est le fondement du développement mondial.

A partir de 2004-2005, **CGLU a mis en œuvre un programme pour créer des réseaux de femmes élues au sein de ses Sections régionales**. Ce travail a permis d'établir et de renouveler les réseaux de femmes en Afrique et en Amérique Latine.

En 2006, le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) a établi la **Charte européenne pour l'égalité des**

femmes et des hommes dans la vie locale, inspirée du travail global développé par les organisations fondatrices de CGLU et soutenu par le réseau mondial. Cette Charte, aujourd'hui signée par 550 municipalités et régions européennes, encourage les gouvernements locaux et régionaux à s'engager publiquement en faveur de

l'égalité et à mettre en œuvre les recommandations de la Charte dans les domaines de la participation politique, de l'emploi, des services publics et de la planification urbaine, entre autres. Le réseau mondial s'appuie sur les expériences et les valeurs tirées de la Charte.

Retrouvailles à Paris

En 2013, la Conférence internationale des femmes élues locales a adopté l'Agenda mondial de Paris des gouvernements locaux et régionaux pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale, un outil stratégique visant à renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de prise de décisions.

L'Agenda de Paris s'est inspiré de la Déclaration mondiale sur les femmes dans les gouvernements locaux et des valeurs et principes énoncés dans la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Il se centre sur trois axes pour le changement : la **participation accrue** des femmes dans la prise de décisions locales, des **politiques publiques** plaçant l'égalité des femmes et des hommes en tête de leurs priorités et **un monde sûr, libre de toute violence à l'égard des femmes.**

La réunion de 2013 à Paris a également permis la signature d'un **accord de collaboration entre CGLU et ONU-Femmes**, visant à approfondir le partenariat entre les deux organisations.

Il était donc assez symbolique de voir ces femmes élues locales de retour à Paris deux ans après, afin de poursuivre leur travail pour la réalisation de l'égalité des genres.

Dans son discours de bienvenue, la Maire de Paris a souligné que le conseil de la ville de Paris avait atteint une réelle parité, ajoutant : « Cela est important car les expériences des hommes et des femmes sont différentes. » Toutefois et bien que la représentation politique des femmes soit important, la Maire a également fait remarquer qu'« **être élue n'est qu'un premier pas pour changer le monde pour les femmes** ».

CGLU : un réseau des réseaux de femmes élues locales

« Notre travail va au-delà de la promotion de l'égalité parmi les membres de CGLU ; il s'agit aussi d'atteindre l'égalité au sein-même des instances statutaires de CGLU. Nous devons montrer l'exemple. » Emilia Saiz, Secrétaire Générale adjointe de CGLU

Les réseaux de femmes élues locales jouent un rôle essentiel dans le renforcement de la voix des femmes élues locales dans le monde entier. **Cette session sur les femmes élues pour le développement a permis de mettre en avant la force croissante de ces réseaux de femmes élues qui font**

partie de CGLU, ainsi que le travail continu de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres et celui des Sections régionales de CGLU sur les questions liées au genre.

REFELA est l'un de ces réseaux : il s'agit du Réseau des femmes élues locales d'Afrique, créé en 2011, et qui forme partie intégrante de CGLU par le biais de la Section CGLU-Afrique.

La Maire de Tevragh Zeina et Présidente sortante de REFELA, Fatimetou Abdel Malick, a expliqué les origines et les progrès du réseau, et a félicité sa nouvelle Présidente, la Maire de Bagangté, Célestine Ketcha Courtès.



L'Asie-Pacifique (ASPAC) et l'Amérique Latine ont toutes deux présenté d'importants progrès lors de la session. En ce qui concerne ASPAC, un caucus de femmes élues a été établi sous l'égide de la Maire de Banda Aceh, **Illiza Sa'aduddin Djamal**. Les membres latino-américains franchissent également des étapes importantes dans l'organisation de leur voix au sein de l'Organisation mondiale et dans le renforcement de la présence de femmes élues. La Maire de Santiago, Carolina Tohá, accueillera dans sa ville une réunion afin de donner un pas décisif vers la consolidation de cette représentation.

Les politiques et les services locaux pour l'égalité : le soutien local à l'ODD 5

La politique du genre dans le développement international sera guidée dans les années à venir par l'Agenda 2030, et notamment l'Objectif de développement durable 5 : « **Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes et les filles.** » Les cibles de cet objectif incluent la représentation des femmes dans la vie publique, la pauvreté, la discrimination, l'inégalité, les soins et travaux domestiques, les services publics et les violences faites aux femmes, autant de questions liées aux responsabilités directes des gouvernements locaux.

« *La lutte pour l'égalité entre les sexes est longue.* » **Mònica Fein**, Maire de Rosario

Nombre de participants à Paris ont fortement mis l'accent sur le besoin d'assurer la participation et la représentation des femmes à des postes élus, des charges publiques, et dans le secteur privé (des points abordés dans la cible 5.5 de l'Agenda 2030). Au nom de la Commission permanente pour l'égalité du CCRE, la conseillère de Munich, Lydia Dietrich, a fait remarquer que seulement 15% des maires en Europe sont des femmes. Elle a présenté les progrès de la **Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, lancée par la Section européenne de CGLU, le CCRE, en 2006**, et a fait remarquer que **le CCRE avait désormais sa première femme Présidente, Annemarie Jorritsma-Lebbink**, élue en 2013. La récente élection d'Ada Colau, première femme maire de Barcelone, apporte également un bon exemple du progrès réalisé par

les femmes dans les charges publiques locales.

Toutefois, une gouvernance locale sensible au genre sera essentielle pour réaliser la totalité de l'Agenda 2030, et non seulement pour atteindre l'ODD 5. Il faudra ainsi renforcer l'approche du genre dans les 17 Objectifs, ainsi que l'autonomisation des femmes à tous les niveaux de mise en œuvre de l'Agenda, et les données désagrégées par genre pour s'assurer que les objectifs ne laissent pas les femmes et les filles pour compte.

S'appuyant sur l'idée d'une gouvernance locale sensible au genre, l'adjointe à la Maire de Barcelone en charge de l'écologie, de l'urbanisme et de la mobilité, Janet Sanz, a appelé à « **la féminisation de la politique** ». Elle a affirmé que « nous devons placer la vie quotidienne, le travail domestique et les

soins au centre des politiques publiques. » Mme Sanz a plaidé pour que la question du genre devienne une question transversale dans toutes les politiques, y compris dans la définition des espaces et des services publics pour tous les citoyens, notamment les femmes, en gardant à l'esprit les problèmes de féminisation de la pauvreté et en donnant priorité à la crise des violences faites aux femmes.



La Maire de Santiago de Chile, Carolina Tohá, a souligné le lien qui existe entre **égalité des genres, terrorisme et changement climatique**, affirmant que « la seule façon de lutter contre le changement climatique est de changer nos modes de vie et la façon dont nous exerçons le pouvoir. »

La Maire de Diyarbakir, Gültan Kisanak, s'est centrée sur **la relation entre genre, paix et développement durable**, soulignant que les femmes se trouvent souvent en risque de dénuement économique et d'abus sexuels dans les situations de conflits violents. Elle a appelé à l'accueil et à l'inclusion des femmes réfugiées qui fuient cette violence et à des politiques qui mettront un terme au trafic et à l'esclavage des femmes dans le monde.



Une collaboration améliorée entre les institutions démocratiques locales et la société civile est essentielle à l'autonomisation des femmes.

La coordinatrice de l'organisation de la société civile GROOTS Kenya, Esther Mwaura-Muiru, a rappelé l'importance d'inclure les femmes dans les prises de décisions politiques. Selon elle, les femmes, tout particulièrement celles qui vivent dans des établissements humains informels, « prennent l'initiative et agissent en tant que planificateurs urbains sur le terrain depuis des décennies, construisant des toilettes et fournissant les services de base à leurs communautés. » Toutefois, elle a aussi souligné que « les femmes ont également besoin d'espaces officiels dans lesquels elles peuvent collaborer avec les gouvernements locaux. » Les budgets participatifs et les processus de planification sont de puissants outils que les gouvernements locaux peuvent utiliser pour inclure les citoyennes dans l'élaboration et le développement des villes dans lesquelles elles vivent.

Le Maire de Móstoles et Président des relations internationales de la Fédération espagnole des municipalités et provinces (FEMP), David Lucas Parrón, a souligné **l'importance d'inclure les hommes dans ces questions d'égalité des genres**. Il a suggéré quatre objectifs pour développer une action politique : soutenir l'autonomisation politique des femmes, mettre en place un plaidoyer pour la participation politique des

femmes à l'échelle locale et internationale, combattre la discrimination intersectorielle dont souffrent par exemple les femmes

handicapées, et mettre un terme aux violences faites aux femmes.

« Un agenda sensible à la question du genre pour Habitat III »

Le nouvel agenda urbain qui sera adopté à la Conférence Habitat III en octobre 2016 devra créer des mécanismes pour promouvoir l'inclusion sociale et réduire les inégalités afin d'assurer le développement durable dans les villes du monde.

La Secrétaire Générale de CGLU Asie-Pacifique, Bernadia Irawati Tjandradewi, première femme secrétaire générale d'une Section régionale de CGLU, a insisté sur le fait que **les ambitions d'Habitat III ne pourront être réalisées qu'en y intégrant la perspective du genre, pour garantir que les besoins particuliers des femmes en zones urbaines soient compris et adressés**. Les femmes et les filles vivent les villes différemment des hommes et des garçons. Les femmes sont toujours victimes de discrimination dans l'accès à des opportunités de revenus égaux, à l'éducation, au logement, à l'état de droit et à la participation dans la gouvernance locale.

Le débat sur Habitat III a été lancé par l'adjointe au Maire de Taipei, Li-Fang Chou, qui a donné l'exemple de **la facilitation de la mobilité des femmes en incluant une perspective du genre dans la planification urbaine même**.



La Présidente de la Commission de CGLU sur la culture et Conseillère pour la culture auprès de la ville de Lille, France, Catherine Cullen, a soulevé la question de l'accès au patrimoine culturel dans les villes. Elle a précisé que **bien trop souvent, les femmes n'ont pas accès à la culture** et que leur droit de participer pleinement à la construction intellectuelle et pratique de leur avenir devrait être garanti. Elle a appelé au soutien des femmes artistes, qui peuvent apporter plus de diversité, de visions critiques et de créativité pour notre avenir commun.

L'un des principaux partenaires de la société civile, qui accompagne CGLU pour porter la perspective du genre dans le processus d'Habitat III, est la Commission Huairou, qui rassemble des organisations de femmes. La directrice de la Fundación Guatemala, Maite Rodríguez Blandón, qui participe au processus d'Habitat III au nom de la Commission Huairou, a souligné l'importance du genre dans la gestion des risques de catastrophes en zones urbaines. Selon elle, il est important que **les femmes soient formées à la réduction des risques de catastrophes** et qu'elles assument un rôle dans les budgets participatifs pour développer des politiques de genre transversales.

La Présidente du Réseau jamaïcain des femmes productrices rurales et Vice-présidente du Réseau caribéen des femmes rurales, Mildred Crawford, a abordé **le rôle de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture pour lutter contre le changement climatique**. Elle a lancé un appel pour que les infrastructures agricoles, telles que les marchés, soient adaptées aux besoins spécifiques des femmes, notamment en ce qui concerne l'assainissement et les transports. Elle a

expliqué qu'il était vital de prendre en compte les besoins des femmes agricultrices dans la mesure où la plupart sont des chefs de familles impliquées dans une agriculture de subsistance. Elle a poursuivi en affirmant que l'Agenda d'Habitat III devrait accorder plus d'importance au lien entre zones urbaines et rurales, et que ces contributions à l'Agenda devraient être portées par les femmes des zones rurales, qui

représentent une part importante de la main d'œuvre agricole participant à l'alimentation des résidents urbains.

CGLU codirige actuellement l'**Unité politique 4 d'Habitat III sur la gouvernance urbaine, le développement institutionnel et des capacités**, conjointement avec LSE, et vise à assurer que la perspective du genre est incluse dans le processus général d'Habitat III.

« L'autonomisation des femmes, fondement de sociétés résilientes »

Selon le C40, partenaire stratégique sur la question des changements climatiques, les femmes devraient jouer un rôle central dans les stratégies de résilience urbaine.

Les femmes et les filles doivent être parties prenantes d'un avenir plus résilient. Selon le rapport de 2009 du Fonds des Nations Unies pour la population, les femmes « comptent parmi les plus vulnérables aux changements climatiques, en partie parce qu'en de nombreux pays elles représentent la plus grande part de la main-d'œuvre agricole, en partie parce qu'elles ont généralement un moindre accès aux possibilités de gagner un revenu. »

« *Les voix des femmes sur la ligne de front des changements climatiques doivent être entendues et prises en considération.* » **Pam McConnell**, adjointe au Maire de Toronto



La Maire de Teveragh Zeina, Fatimetou Abdel Malick, a remis en cause la description habituelle des femmes comme « victimes » des catastrophes et du changement climatique. Elle a suggéré que, plutôt que vulnérables, les femmes représentent la plus grande force pour construire des villes résilientes. La Maire a réitéré l'importance de la participation politique féminine et a soulevé la question de la **fémminisation de la pauvreté** en Afrique, où les femmes représentent jusqu'à 60% des plus pauvres. Elle a affirmé que la clé pour répondre à cette situation était de **garantir les services de base pour toutes et tous dans les villes africaines.**



La Maire de Banda Aceh et Présidente de la Commission permanente de CGLU ASPAC pour l'égalité des genres, Illiza Sa'aduddin Djama, a fait part de son accord sur le rôle fondamental que jouent les services de base pour réaliser l'égalité des genres dans les villes. Elle a

spécifiquement mentionné **l'accès à l'eau et à la gestion des déchets**, et a appelé à « **des espaces publics verts et sûrs** pour les femmes dans les villes. »



L'adjointe à la Maire de Paris, Célia Blauel, a souligné que **pour lutter contre le changement climatique, il faut regarder au-delà des questions environnementales et inclure les questions sociales**, telles que l'eau, l'assainissement et le logement social.

La Secrétaire à l'énergie de la ville de Bogotá, Susana Muhamad, a abordé la question de la **mobilité et des villes sûres**. Elle a mentionné le mouvement citoyen pour des pistes cyclables à Bogotá, mouvement né de l'insécurité ressentie par les femmes dans les transports publics.



La session sur les femmes élues pour le développement a été close par la Chercheuse résidente du German Marshall Fund, Reta Jo Lewis, et par le Secrétaire Général de CGLU, Josep Roig.

Lewis a appelé les participant-e-s à utiliser les réseaux sociaux pour diffuser le message sur l'égalité des genres et faire entendre leurs voix. Selon elle, c'est uniquement en prenant la tête des efforts et en utilisant des arguments fondés sur les données que le changement sera enfin possible.



Pour sa part, Josep Roig a lancé la réflexion sur le rôle actif que les femmes membres de CGLU, et notamment les maires de Banda Aceh, de Madrid, de Barcelone et de Madrid, ont joué lors du Conseil Mondial de CGLU et du Sommet des Elus locaux pour le climat lors des journées précédentes. Plus que jamais, CGLU est prête à montrer l'exemple pour l'autonomisation des femmes en garantissant la représentation des femmes aux plus hauts niveaux de l'Organisation. L'égalité des genres est depuis longtemps une priorité de l'Organisation mondiale et méritera de recevoir encore davantage d'attention dans les années à venir. Cet agenda n'est pas et ne sera jamais une question marginale pour CGLU.

Principales conclusions

- **L'égalité et l'autonomisation des femmes doivent être au cœur des propositions politiques présentées par les gouvernements locaux et régionaux lors des processus internationaux.**
- **Les femmes sont à la réalisation des ODD ce que les gouvernements locaux sont à la mise en œuvre pratique de l'agenda, des acteurs essentiels qui déclencheront des transformations en profondeur et qui encourageront l'appropriation du bas vers le haut.**
- **Encourager la participation des femmes aux prises de décisions politiques à tous les échelons reste une question cruciale pour garantir des sociétés plus justes et plus résilientes.**
- **Des politiques sensibles à la question du genre ne bénéficieront pas uniquement aux femmes mais débloquent les potentiels de transformation à tous les niveaux, en changeant les perceptions, les schémas et les valeurs pour le bénéfice de sociétés plus humaines et plus équilibrées.**
- **La création de réseaux de soutien aux femmes élues locales reste une priorité pour CGLU et ses partenaires, qu'ils soient nationaux, régionaux ou internationaux.**
- **L'agenda de l'égalité n'est pas seulement un agenda pour les femmes. La participation active des hommes et l'éducation des jeunes garçons devront recevoir plus d'attention.**
- **Le chemin vers l'égalité ne peut pas mener à une impasse et CGLU devra montrer l'exemple lors des élections de 2016 !**

